

Délibération n° 2021-09-23/11

Objet : Modification du tableau des effectifs

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 23 SEPTEMBRE 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi vingt-trois septembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 17 septembre 2021, s'est réuni à 19h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillerme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 25

Nombre de membres représentés : 3

Secrétaire de séance : Brigitte RODRIGUEZ

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVASSE - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ.

Absents représentés : Christiane PISTRE *pouvoir à Jean-Pierre RICO*, Benoît DELTOUR *pouvoir à Mario MARCOU*, Laurie BELTRA *pouvoir à Jean-Pierre RICO*.

Absent non représenté : Romain CASAS-MATEU

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines, à l'entreprise, à l'emploi et à la formation professionnelle, rapporte :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2016-1372 du 12 octobre 2016 modifiant, pour la fonction publique territoriale, certains dispositions générales relatives aux fonctionnaires de catégorie C et divers statuts particuliers de cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie C et B,

Vu le décret n°92-865 du 28 août 1992 portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux,

Vu le décret n° 2012-1420 du 18 décembre 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des infirmiers territoriaux,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 10 février 2021 relative à la mise à jour du tableau des emplois listant l'ensemble des postes permanents titulaires et contractuels par filière,

Considérant le besoin d'assurer le taux d'encadrement diplômé à la crèche municipale, il convient d'apporter les modifications et création suivantes :

MOUVEMENTS DE PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE		
GESTION DU POSTE	NOUVEAU GRADE	TEMPS DE TRAVAIL
Modification d'un poste	D'AGENT SOCIAL à AUXILIAIRE DE PUERICULTURE PRINCIPAL DE 2ème CLASSE	100%
Modification temps de travail	INFIRMIERE DE CLASSE NORMALE	de 43% à 100%
Création de poste (suite mobilité interne de l'agent en poste)	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE PAL. DE 2ème CLASSE	100%

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs ;
- signer tout document administratif relatif à la carrière des agents concernés ;
- dire que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget primitif 2021.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 25 voix.

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 3 (L. Taton - C. Sarochar - C. Prost)

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,

pour extrait conforme le 23 septembre 2021

Le Maire

Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.